

En Equateur, Rafael Correa danse sur un volcan

PAR THOMAS CANTALOUBE
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 18 AOÛT 2015

Le président équatorien a profité de l'éruption du Cotopaxi pour prendre un décret restreignant les libertés publiques. C'est l'ultime dérive en date d'un gouvernement en pleine crise de légitimité après plusieurs années de politiques qui ont réveillé les oppositions de gauche comme de droite.

À ceux qui doutaient encore de la dérive autoritaire, depuis plusieurs années, du gouvernement équatorien dirigé par Rafael Correa, l'éruption du volcan Cotopaxi est venue confirmer que tout prétexte était bon pour tenter de museler toute forme d'opposition. L'exécutif a en effet décrété l'état d'exception pour gérer cette catastrophe naturelle mais il a également, au passage, établi une censure des moyens de communication et s'est arrogé le droit de suspendre un certain nombre de libertés fondamentales.

Le **décret** publié samedi 15 août 2015 et valable pour un maximum de soixante jours spécifie que les Équatoriens « *ne pourront s'informer que par les bulletins officiels émis sur le sujet par le ministère de la sécurité, avec l'interdiction de diffuser toute information non autorisée par un média de communication, qu'il soit public ou privé, ou via les réseaux sociaux* ». De surcroît, le gouvernement se réserve le droit « *de suspendre les droits constitutionnels garantissant l'inviolabilité des domiciles et les libertés de circulation, de réunion et de correspondance* ».

Dans le contexte actuel de l'Équateur où la gauche « non corréiste », les mouvements indigènes, certains syndicats et une droite revigorée ne cessent de protester et de manifester contre le gouvernement depuis plusieurs mois, ce décret ressemble bel et bien à une tentative d'étouffer la contestation. D'autant que ce geste intervient dans la foulée d'une manifestation violente qui s'est déroulée à Quito jeudi 13 août et qui a occasionné de nombreuses arrestations, dont celle de Manuela Picq, une universitaire franco-

brésilienne, compagne d'un des leaders indigènes les plus respectés du pays Carlos Pérez Guartambel. Manuela Picq a finalement été relâchée mardi 17 août après une **campagne** de mobilisation internationale.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Pour un certain nombre d'observateurs et d'analystes, ces actions du président Rafael Correa après des années de « *dérive technocratique-caudilliste* » révèlent une « *crise de panique et de légitimité qui sont également liées à une grave crise budgétaire qui découle de la baisse des revenus pétroliers* », selon un universitaire équatorien qui préfère demeurer anonyme par crainte de perdre sa situation. Autrement dit, malgré plusieurs années passées à essayer de faire taire les mouvements sociaux et indigènes, ainsi que les **médias**, la présidence Correa est désormais aux abois. « *La peur a changé de camp* », estime cet universitaire.

Selon Alejandra Santillana Ortiz, la directrice de l'Institut d'études équatoriennes de Quito, il y a eu **plusieurs phases** depuis l'élection de Rafael Correa en 2006. La première, entre 2006 et 2008, a vu une adhésion importante de la société et des mouvements sociaux au projet porté par Correa qui visait à apporter de la stabilité dans le pays (il était le septième président en dix ans), et à poser les bases d'une économie sinon socialiste, en tout cas clairement ancrée à gauche et redistributrice.

Entre 2009 et 2012, ce projet a commencé à se fissurer et, malgré une rhétorique toujours aussi « *bolivarienne* » (en référence à Hugo Chavez), le gouvernement équatorien s'est mis à mettre en œuvre des recettes classiques d'exploitation des ressources naturelles et d'exportation de denrées primaires. À partir de 2012, « *on a assisté à une restauration conservatrice et le gouvernement a montré son pire visage en matière politique et économique* », explique Ortiz.

Toute une série de mesures ont contribué à éloigner une partie de la gauche qui avait soutenu Correa jusqu'alors. Il y a tout d'abord eu une volte-face sur **l'accord de libre-échange** entre l'Union européenne et l'Équateur que Correa a décidé de signer avec

enthousiasme alors que l'Équateur s'était retiré des négociations. Il y a eu le virage à 180 degrés sur l'ouverture des forages pétroliers dans la réserve naturelle de Yasuni. Il y a eu **l'endettement** à l'égard de la Chine qui est devenue un facteur d'influence sur la politique équatorienne, notamment pétrolière. Il y a eu enfin un nouveau code du travail, voté en avril 2015, qui limite le droit de grève et de manifester et qui suscite désormais l'ire des syndicats.

Les classes moyennes équatoriennes qui, bon an mal an, soutenaient Correa au nom de la stabilité et de l'image nouvelle qu'il apportait au pays, lequel n'était plus considéré sur la scène internationale comme une république bananière, se sont également détachées de lui durant cette période. Tout d'abord en raison des lois sur les médias qui s'apparentent à une véritable censure. Ensuite en raison de l'insistance personnelle du président qui s'est opposé à toute décriminalisation de l'avortement (y compris en cas de viol), et qui a nommé à la tête du planning familial un partisan farouche des pratiques d'abstinence au détriment des autres.

« Il y a désormais une crise de régime »

Enfin, Correa s'est aliéné une grande partie de la population en essayant de faire amender la Constitution afin de pouvoir se présenter pour un troisième mandat en 2017, alors qu'il est normalement limité à deux. Cette manœuvre « **à l'africaine** » n'est toujours pas tranchée et beaucoup d'Équatoriens demandent un référendum sur cette question. Selon un proche de plusieurs ministres équatoriens, Correa envisagerait également un scénario à la Poutine-Medvedev, où il céderait sa place pendant plusieurs années avant de revenir « en sauveur ». « *Le problème, c'est qu'il a fait le vide autour de lui et qu'il ne sait pas qui mettre à sa place...* », confie cet initié.

Outre ses politiques contestées, la chute de popularité de Correa découle de la baisse drastique du prix du pétrole qui plombe l'économie, mais également l'utilisation clientéliste qui en a été faite. Le niveau de pauvreté, qui avait diminué entre 2006 et 2013, est reparti à la **hausse**, et plusieurs scandales de corruption

dans l'entourage du président ont fait grand bruit, malgré les tentatives d'intimidation à l'égard de la presse.

« *Le reflux économique actuel que traverse l'Équateur met à nu un modèle de développement qui, comme beaucoup d'autres dans la région, montre ses limites une fois la période de boom terminée* », **juge** Decio Machado, consultant en politique publique à Quito. La situation en Équateur demeure bien meilleure qu'au Venezuela, touché par de nombreuses pénuries, mais si le prix du pétrole ne remonte pas « *Correa va avoir de plus en plus mal à poursuivre sa politique du "avec moi ou contre moi"* », d'après Decio Machado.

[[lire_aussi]]

Cette fragilisation économique entraîne à son tour une fragilisation politique. Plusieurs observateurs à Quito ont noté que le gouvernement avait de plus en plus de mal à mobiliser ses fonctionnaires qui étaient fréquemment « sollicités » pour descendre dans la rue en faveur de Correa. Certain ont même enregistré et diffusé sur les réseaux sociaux les consignes qui leur étaient données par leur ministre d'aller manifester, alors que cela aurait été impensable il y a quelques années.

Même les journaux qui sont victimes d'une censure tatillonne commencent à s'en abstraire. Récemment le quotidien *El Universo* a décidé de ne pas publier un article rédigé par le ministère de la communication, qui entendait « corriger » une « erreur » du journal, au risque de devoir payer une amende de plusieurs centaines de milliers de dollars. « *Alors qu'il y a quelques années, on ressentait le poids de l'autocensure et la crainte de s'exprimer trop ouvertement en public, aujourd'hui cette chape est levée* », estime l'universitaire équatorien anonyme. « *C'est ce qui me conduit à penser qu'il y a désormais une crise de régime. Correa sent sa légitimité lui échapper et il n'arrive plus à contrôler ou décrédibiliser ses opposants.* »

Le décret pris dans la foulée de l'éruption du volcan Cotopaxi semble illustrer un régime déstabilisé prêt à se raccrocher à toutes les branches pour éviter de voir la contestation galoper.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.